

Dans le domaine de la politique étrangère, la fiche du gouvernement est, à mon avis, très inégale: il y a certaines réalisations que j'approuve et un certain nombre d'initiatives que je considère comme très irrationnelles. Dans cette dernière catégorie figure la décision unilatérale du gouvernement de réduire la participation du Canada aux activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Je crois que cette décision a nui à notre pays d'au moins deux façons différentes. Premièrement, nous avons affaibli notre importance au sein des conseils de l'OTAN à un moment où le rôle diplomatique de cet organisme dans le cadre de la recherche de la paix et du désarmement grandissait à vue d'œil. Comme nous avons manifesté notre préoccupation dans ce domaine, je crois que la décision du gouvernement et les principes qui l'y ont conduit étaient, c'est le moins qu'on puisse dire, illogiques.

Deuxièmement, notre retrait partiel de l'Europe y a laissé l'impression que le Canada ne tenait pas vraiment à avoir des rapports avec l'Europe continentale, et cette impression ne nous a nullement aidés dans nos efforts en vue de nous assurer des relations économiques favorables avec le marché commun européen.

L'hon. M. Sharp: Pourquoi alors en parlez-vous avec autant de passion? Ce n'est pas le point de vue du gouvernement, mais peut-être est-ce celui du chef de l'opposition?

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je ne considère pas le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) comme une personne qui comprend toujours ce qu'on lui explique, mais je croyais m'être servi d'expressions assez simples pour qu'il comprenne. Il ne fait aucun doute que la réduction de l'engagement canadien dans le cadre de l'OTAN a laissé l'impression dans les capitales et les pays d'Europe que le Canada ne se souciait pas tellement de ses rapports avec l'Europe.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le ministre a beau hocher la tête, je sais, comme tous les Canadiens qui ont visité l'Europe depuis que cette décision a été prise, que cette impression n'est que trop vraie.

L'hon. M. Hees: Mitch ne se déplace pas assez pour savoir tout cela.

L'hon. M. Stanfield: Je veux parler d'une critique qu'on a faite à la politique étrangère du Canada touchant la conduite du gouvernement en vue d'améliorer nos relations avec l'Union soviétique. C'est sans l'ombre d'un doute que j'appuie une telle initiative. Il faut de toute manière que les deux pays discutent ensemble franchement et de la façon la plus cordiale et je n'ai fait et ne fais encore aucune réserve quant à l'échange de visites entre les chefs canadiens et soviétiques. Cependant, il ne convient pas, à mon avis, que le premier ministre du Canada expose publiquement en Union soviétique, nos préoccupations touchant nos relations avec nos voisins, les États-Unis, comme il ne convient pas non plus que le premier ministre de l'Union soviétique commente publiquement chez nous ces relations, surtout que le premier ministre du Canada ne désavoue aucune de ces assertions. A ce

propos, j'ai été heureux de constater que le premier ministre n'a point avalisé certaines observations que le président de la Yougoslavie a faites sur l'OTAN.

Les Canadiens s'opposent avec raison à toute tentative d'ingérence américaine dans la conduite de nos affaires extérieures. Les mêmes principes devraient évidemment s'appliquer à l'endroit de Moscou ou de tout autre pays. La proximité même des États-Unis, l'importance et l'interaction de nos rapports économiques mutuels jointes à la disparité de nos richesses et de nos forces respectives, suffisent à elles seules à créer nécessairement des difficultés entre nos deux pays, sans qu'on vienne encore, de propos délibéré, jeter de l'huile sur le feu. Ce serait faire fi de la responsabilité qu'on a envers les Canadiens, que d'agir de la sorte. De plus, on dégraderait une initiative par ailleurs valable.

Lorsqu'il m'arrive d'aborder la question de nos relations avec les États-Unis, surtout pour évaluer les résultats que le gouvernement a obtenus dans ce domaine depuis qu'il est au pouvoir, je ne peux m'empêcher de constater que la «société juste» est devenue, depuis l'insaisissable rapport Gray, la «société secrète». Vous vous rappelez, monsieur l'Orateur, que le rapport Gray devait analyser la question des investissements étrangers au Canada. Il devait nous relater les faits et nous recommander des solutions. C'est pour cette raison qu'il constitue un document vital pour tous les Canadiens.

Après avoir d'abord promis que le rapport serait publié et livré à la libre discussion, le gouvernement s'est désisté et a décidé que le document était trop difficile à assimiler par la population du Canada, que le peuple serait mieux protégé s'il faisait du rapport un document confidentiel du cabinet. Cette tactique, monsieur l'Orateur, n'était pas seulement offensante, elle était stupide et absurde. Il en est résulté une fuite qui s'est transformée en une inondation. Il y a eu d'abord ce qui semblait être un résumé du rapport publié dans le *Forum* canadien, suivi de près par la publication d'un document secret du cabinet par les services de dépêches Southam. Ce document du cabinet indiquait clairement que le gouvernement avait tenté d'inclure en erreur la population canadienne en laissant entendre que l'article du *Forum* canadien était vraiment sans importance.

M. Guay (Saint-Boniface): L'une de ces fuites d'eau lourde, Bob.

L'hon. M. Stanfield: Une fuite d'eau lourde n'est rien en comparaison des flots qui s'échappent du gouvernement. Je m'attriste de voir mon honorable ami de Saint-Boniface réduit à toujours revenir à l'eau lourde, car cela signifie qu'il est tristement en mal d'arguments.

M. Korchinski: Un vrai drogué parti pour la gloire.

• (1250)

Une voix: Retournez à l'herbe!

L'hon. M. Hees: Et quelle herbe!

L'hon. M. Stanfield: Je ne veux pas irriter ces gens-là inutilement. Leur moral, paraît-il, laisse déjà à désirer.

Des voix: Bravo!